

# COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

## Un début de mandat chargé... et le pire reste sans doute à venir

Par Francis Généreux, économiste principal

Fidèle à son habitude, le président Trump a su retenir l'attention politique et économique depuis le début de son mandat (bien que, lundi, des nouvelles étonnantes concernant les avancées de l'intelligence artificielle chinoise Deepseek aient temporairement pris le haut de pavé). Dès son retour à la Maison-Blanche, le président américain a édicté une série de décisions exécutives et de mémorandums visant à mettre en place les premiers jalons des politiques publiques de la nouvelle administration. Ces décisions couvrent large et présentent une coupure très nette avec les politiques du président Biden. Parmi ce qui a été promulgué jusqu'à maintenant, ce sont les éléments touchant la politique commerciale, l'immigration, l'énergie et l'appareil gouvernemental fédéral qui auront le plus de conséquences à court terme sur la conjoncture.

Au matin de l'assermentation du 47<sup>e</sup> président, les questions les plus pressantes étaient de savoir si une politique commerciale nettement protectionniste allait être annoncée dès le jour même et si des hausses de tarifs seraient appliquées à très courte échéance. Le président a plutôt opté pour un mémorandum jetant les bases d'une « America First Trade Policy ». Ce document n'indique rien de concret sur des tarifs imminents. Il dicte plutôt une série de problématiques concernant le commerce international perçues par la nouvelle administration. Cela va d'éléments généraux comme le déficit commercial persistant des États-Unis à des enjeux très spécifiques comme les multiples doléances américaines envers les pratiques commerciales de la Chine. Le Canada n'est pas épargné (ni le Mexique). L'existence d'un important déficit commercial des États-Unis avec ses voisins, le processus de révision de l'ACEUM, les questions de sécurité nationale qui pourraient mener à une révision des exemptions de tarifs concernant l'acier et l'aluminium ainsi que la volonté de régler la crise du fentanyl et la crise migratoire sont tous

mentionnés dans le mémorandum. Celui-ci n'édicte pas de mesures immédiates à prendre, met plutôt le terrain. Le président demande aux différentes agences américaines d'étudier chacune de ces questions d'ici le 1<sup>er</sup> avril et de recommander des solutions, mentionnant explicitement des tarifs.

Cela dit, Trump étant Trump, le répit provenant d'un délai normal pour que les fonctionnaires formulent leurs recommandations risque d'être coupé court. Durant la soirée du 20 janvier, le président a évoqué l'idée d'imposer des tarifs de 25 % au Canada et au Mexique dès le 1<sup>er</sup> février. Cette éventualité a depuis été réitérée par le président ainsi que par sa secrétaire de presse. Si l'on s'en tient à la politique signée et publiée, des hausses de tarifs si rapides seraient étonnantes. On ne peut toutefois les exclure complètement (au moment de publier ce commentaire, une possibilité d'annonce prochaine, mais pour des tarifs s'appliquant le 1<sup>er</sup> mars était invoquée). S'il veut vraiment aller de l'avant rapidement, le président pourra s'appuyer sur une procédure d'urgence nationale, soit l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA). Le président Nixon avait utilisé une procédure semblable le 15 août 1971 pour un relèvement de 10 % des tarifs sur les importations américaines. Il reste maintenant à voir si Donald Trump utilisera ce pouvoir et, si oui, pour en faire quoi exactement. Les menaces avortées de tarifs de 25 % (et éventuellement 50 %) envers la Colombie (comme représailles aux réticences du président colombien à accepter des vols militaires américains ramenant des immigrants), les pressions mises sur le Danemark concernant le Groenland de même que les autres menaces envers la Chine et la Russie nous rappellent le caractère intempestif et imprévisible du président Trump. Mais elles signalent aussi qu'il y a un écart entre les « annonces » de Trump sur les réseaux sociaux et ce qui est vraiment signé

### TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller .....	3	Indicateurs économiques .....	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint  
 Benoît P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique  
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro  
 Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste • LJ Valencia, analyste économique  
**Desjardins, Études économiques** : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com) • [desjardins.com/economie](https://desjardins.com/economie)

**NOTE AUX LECTEURS** : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2025, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

et mis en place de façon officielle. Les prochains jours, voire les prochaines heures, nous en diront plus.

Le président a aussi voulu vraiment frapper l'imagination sur l'enjeu de l'immigration. On ne parle plus ici d'un mémo commandant des études, mais plutôt de décisions exécutives ayant un impact réel et immédiat, y compris un état d'urgence à la frontière avec le Mexique. Cela dit, quelles pourraient être les conséquences de ces actions sur l'activité économique? Il faut ici séparer le spectacle, voire le drame humain, des réelles répercussions. Rappelons qu'il y a toujours des déportations aux États-Unis. Au cours des 11 premiers mois de 2024, plus de 675 000 personnes ont été expulsées (*total repatriations*) selon les [données du Département de la Sécurité intérieure](#). Le rythme d'expulsion s'est peut-être accéléré depuis que le président a bonifié les pouvoirs des agences responsables. Les premières détentions et expulsions sont sans doute plus faciles et auront peu de conséquences sur l'économie. Mais si, comme le souhaite l'administration républicaine, elles deviennent bien plus nombreuses, les effets se feront davantage sentir. Pour le moment, les absences d'immigrants illégaux sur leur lieu de travail relèvent surtout de l'anecdote. Une perturbation significative de cette force de travail aura toutefois des implications négatives sur l'activité économique aux États-Unis, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la construction ainsi que dans la fabrication et au sein de plusieurs services. Cette situation, surtout si elle est conjuguée à d'éventuels tarifs, risque d'alimenter les pressions haussières sur l'inflation.

Paradoxalement, un des principaux enjeux électoraux qui a permis à Donald Trump de l'emporter sur Kamala Harris était la frustration des Américains envers les hausses de prix. Le 20 janvier, Donald Trump a émis un mémorandum concernant la lutte contre la crise du coût de la vie. L'objectif est louable, mais les moyens n'y sont pas bien définis. Cette politique repose surtout sur la déréglementation, et la nouvelle administration cherche avant tout à réduire les coûts de l'énergie, notamment du pétrole et du gaz. Des ordres exécutifs, eux aussi signés le 20 janvier, visent d'ailleurs à « libérer l'énergie américaine » et décrètent une urgence nationale énergétique. Le président compte sur une forte déréglementation du secteur du gaz et du pétrole, notamment en éliminant de nombreuses contraintes environnementales, en facilitant et accélérant l'octroi de permis et en rendant de nouveau disponibles à la production certains territoires fédéraux. On peut toutefois douter que les prix de l'énergie diminuent assez pour amener tous les bénéfices souhaités par le président, incluant des baisses des taux d'intérêt comme il l'a déclaré dans son discours à Davos. Les pétrolières américaines, désireuses de conserver un haut niveau de rentabilité, planifieront leur production et leurs investissements en fonction des conditions de marché, et des prix trop bas risquent de les rendre frileuses.

Finalement, la Maison-Blanche a fait plusieurs annonces concernant soit les dépenses publiques, soit l'appareil

gouvernemental. Un gel des dépenses et investissements liés à l'*Inflation Reduction Act* de 2022 et à la loi bipartisane d'infrastructures de 2021, tous deux signés par Biden, a été décrété. La nouvelle administration voulant ainsi surtout stopper les mesures allant à l'encontre de ses propres vues, notamment concernant l'environnement. Ce gel couvrait très large au départ, mais des directives formulées plus tard en ont précisé et amoindri la portée. Une mise en pause de toute aide fédérale a aussi été décrétée mais, là aussi, l'administration a déjà dû reculer. Il y a eu l'établissement du DOGE (qui est en fait un changement de nom de l'United States Digital Service), piloté par Elon Musk, dont la portée semble maintenant plus limitée qu'initialement prévu. Cet organisme aura pour mandat de moderniser la technologie et les logiciels utilisés par le gouvernement fédéral. C'est plutôt loin d'une révolution de l'appareil gouvernemental ou des compressions de 1 000 ou 2 000 G\$ US dans les dépenses qui avaient été insinuées. Cela dit, la situation demeure incertaine pour de nombreux fonctionnaires fédéraux; un programme d'incitation à quitter son poste (avec rémunération jusqu'au 30 septembre) a même été déployé.

Bien qu'un point central de son programme électoral, le prolongement des baisses d'impôts de 2018 et l'ajout de nouveaux assouplissements fiscaux, ait été très peu abordé par le président Trump durant ces premières semaines de mandat, on sent, à l'image de 2017, qu'il laisse plutôt aux membres républicains du Congrès l'initiative de lui soumettre quelque chose, voire un budget, à l'image de ce qu'il a proposé durant la campagne.

Somme toute, Donald Trump est président depuis près de deux semaines et le nombre de nouveaux mémos et décrets a été élevé pour une si jeune administration. Toutefois, on en sait encore assez peu sur les véritables effets de tout cela sur la conjoncture. Bien que l'on appréhende les conséquences économiques des prochaines décisions qui seront prises dans le Bureau ovale, plus de clarté fera tout de même du bien et permettra surtout de départager ce qui est annoncé de façon informelle par le président sur ses réseaux sociaux et ce qui sera officiellement mis en place par le gouvernement américain.

# À surveiller

LUNDI 3 février - 10:00

**Janvier**

Consensus	49,3
Desjardins	50,6
<b>Décembre</b>	<b>49,2</b>

MERCREDI 5 février - 10:00

**Janvier**

Consensus	54,5
Desjardins	53,8
<b>Décembre</b>	<b>54,0</b>

VENREDI 7 février - 8:30

**Janvier**

Consensus	150 000
Desjardins	155 000
<b>Décembre</b>	<b>256 000</b>

VENREDI 7 février - 10:00

**Février**

Consensus	nd
Desjardins	70,5
<b>Janvier</b>	<b>71,1</b>

VENREDI 7 février - 15:00

**Décembre**

	<b>G\$ US</b>
Consensus	12,500
Desjardins	22,000
<b>Novembre</b>	<b>-7,489</b>

## ÉTATS-UNIS

**Indice ISM manufacturier (janvier)** – L’ISM manufacturier a atteint en décembre son plus haut niveau depuis mars dernier. L’indice total demeure légèrement sous la barre de 50, mais certaines composantes, notamment les nouvelles commandes, sont passées au-dessus de ce seuil. On s’attend à ce que ce soit aussi le cas pour l’indice principal dès janvier. Les indicateurs manufacturiers régionaux ont enregistré des variations plus tôt mixtes en janvier, mais la très bonne performance de l’indice de la Fed de Philadelphie (qui a atteint son plus haut niveau depuis avril 2021) suggère une trajectoire positive pour l’ISM manufacturier. Cela serait de bon augure pour l’investissement des entreprises au début de 2025 alors que cette composante du PIB a particulièrement déçu à la fin de 2024.

**Indice ISM services (janvier)** – L’ISM services conserve de bons niveaux depuis maintenant plusieurs mois. Sa moyenne depuis septembre est de 54,2, ce qui est compatible avec une bonne croissance économique. La composante liée à l’activité actuelle a même atteint un fort 58,0 en décembre. Du même souffle, on sent aussi un peu plus de pressions sur les prix, cette composante ayant atteint 64,4 en décembre, son plus haut niveau depuis février 2023. On s’attend à ce que l’ISM services diminue très légèrement en janvier, tout en demeurant relativement élevé. C’est le signal procuré par les mouvements des indices régionaux non manufacturiers et des indices de confiance des consommateurs.

**Création d’emplois non agricoles (janvier)** – Les embauches nettes ont enregistré un fort rebond en décembre avec un gain de 256 000 emplois. C’était la meilleure performance depuis mars 2024. On s’attend cependant à une progression plus timide pour le mois de janvier. C’est le signal procuré par les mouvements des demandes d’assurance-chômage au milieu du mois. On remarque aussi que la confiance des consommateurs américains envers les perspectives d’emploi s’est un peu détériorée en janvier, selon l’indice du Conference Board. Les incendies à Los Angeles et le changement d’administration à Washington sont aussi des facteurs perturbateurs. Ces facteurs, conjugués à un effet de ressac après la très bonne performance de décembre, suggèrent une création d’un peu plus de 150 000 emplois en janvier. Il ne faut toutefois pas oublier que la publication des données sera accompagnée de la révision annuelle des résultats de l’enquête auprès des entreprises, ce qui peut changer la donne. Le taux de chômage devrait demeurer à 4,1 %.

**Indice de confiance des consommateurs de l’Université du Michigan (février — préliminaire)** – La confiance a diminué en janvier après les gains postélectorales de novembre et décembre. On prévoit une autre détérioration, quoiqu’assez légère, pour le mois de février. La hausse des prix de l’essence au cours des dernières semaines ainsi que des prix de certaines denrées alimentaires en raison de la grippe aviaire qui frappe dans certains États pourrait avoir une incidence à la baisse sur l’humeur des ménages. La Bourse a aussi connu des résultats moins favorables qu’au cours des mois précédents. On sent toutefois que le principal facteur demeure politique alors que les dernières semaines ont vu l’entrée en scène de l’administration Trump, qui a déjà mis en place des mesures controversées qui plairont à certains, mais non à d’autres. L’effet net sur la confiance reste difficile à déterminer si tôt dans le mandat.

**Crédit à la consommation (décembre)** – Le crédit à la consommation a nettement diminué en novembre, subissant sa plus importante baisse mensuelle depuis décembre 2023. C’est le crédit renouvelable (cartes et marges de crédit) qui est à la source de cette ponction. Le crédit à terme s’est plutôt accéléré en novembre par rapport aux mois précédents. On s’attend cependant à un rebond du crédit à la consommation en décembre. C’est le signal que procurent les données hebdomadaires du crédit bancaire. Cela serait aussi compatible avec la hausse des ventes d’automobiles, la performance correcte des ventes au détail et la hausse des prix de l’essence.

**MERCREDI 5 février - 8:30**

<b>Décembre</b>	<b>G\$</b>
Consensus	0,23
Desjardins	3,30
<b>Novembre</b>	<b>-0,32</b>

**VENDREDI 7 février - 8:30**

<b>Janvier</b>	
Consensus	22 900
Desjardins	35 000
<b>Décembre</b>	<b>90 900</b>

**LUNDI 3 février - 5:00**

<b>Janvier</b>	<b>a/a</b>
Consensus	2,4 %
<b>Décembre</b>	<b>2,4 %</b>

**JEUDI 6 février - 7:00**

<b>Février</b>	
Consensus	4,50 %
Desjardins	4,50 %
<b>19 décembre</b>	<b>4,75 %</b>

**SAMEDI 8 février - 20:30**

<b>Janvier</b>	<b>a/a</b>
Consensus	nd
<b>Décembre</b>	<b>0,1 %</b>

**CANADA**

**Balance commerciale (décembre)** – Le Canada a probablement enregistré un excédent commercial en décembre. L'importante dépréciation du dollar canadien est susceptible d'avoir eu une incidence sur le solde commercial, ce qui se traduirait par une augmentation des exportations nominales et des importations. En revanche, nous prévoyons une baisse des volumes d'importation au Canada, probablement en raison d'une diminution des ventes d'automobiles. En effet, les données commerciales préliminaires américaines indiquent une baisse notable du côté des automobiles et des pièces. Notre prévision comporte beaucoup d'incertitude, compte tenu de la menace des barrières tarifaires américaines, qui pourraient entraîner une augmentation ou une diminution imprévue du solde commercial.

**Création d'emplois (janvier)** – Les embauches au sein de l'économie canadienne se sont vraisemblablement poursuivies en décembre, notre estimation s'élevant à 35 000 emplois créés au cours du mois. La croissance de la population semble avoir encore diminué depuis la mise en place du plan de réduction de l'immigration du gouvernement fédéral. Nous prévoyons que ce ralentissement de la croissance de la population continuera de se manifester graduellement au cours de 2025. Par conséquent, les 35 000 emplois nouvellement créés devraient avoir suffi à maintenir le taux de chômage stable en janvier, soit à 6,7 %. Les révisions de *l'Enquête sur la population active* publiées la semaine dernière ont eu un effet positif sur le taux de chômage, particulièrement dans l'importante tranche d'âge des 25 à 54 ans. Les données sur le chômage pour cette catégorie montrent maintenant un recul de deux points en décembre, la première baisse mensuelle depuis février. Ce groupe démographique représente à la fois la plus grande contribution par habitant à l'économie canadienne et la majorité de l'endettement des ménages. Nous suivons donc très attentivement le taux de chômage des 25-54 ans en janvier pour voir s'il poursuivra sa diminution.

**OUTRE-MER**


**Zone euro : Indice des prix à la consommation (janvier – préliminaire)** – Après avoir temporairement descendu sous la cible de la Banque centrale européenne (BCE) en septembre, l'inflation a montré un peu plus de mordant au cours des derniers mois de 2024. Elle est ainsi passée de 1,7 % en septembre à 2,4 % en décembre, une remontée largement due aux prix de l'énergie. De son côté, l'inflation de base se montre plus stable, à 2,7 %, depuis maintenant quatre mois. Une inflation qui demeure assez près de la cible de la BCE permettrait aux dirigeants de celle-ci de poursuivre graduellement leur assouplissement monétaire.


**Royaume-Uni : réunion de la Banque d'Angleterre (février)** – Après avoir opté pour le statu quo en septembre, les dirigeants de la Banque d'Angleterre (BoE) ont repris le chemin de l'assouplissement monétaire en novembre et en décembre avec deux baisses successives de 25 points du taux directeur. On s'attend à ce qu'un mouvement semblable soit décrété lors de la réunion du 6 février. C'est aussi ce qui est anticipé par le marché. Cela dit, on peut se demander combien de baisses de taux y aura-t-il encore par la suite alors que les anticipations du marché pointent vers un taux terminal autour de 4,00 %. D'un côté, l'inflation de base demeure assez élevée au Royaume-Uni, ainsi que la croissance des salaires. D'un autre côté, l'économie semble avoir perdu l'élan qu'elle présentait plus tôt cette année. Il sera donc intéressant de voir les signaux que procurera le gouverneur Bailey ainsi que le nouveau Rapport sur la politique monétaire.

**Chine : Indice des prix à la consommation (janvier)** – Alors que l'inflation totale a de nouveau décéléré en décembre, l'inflation de base a plutôt augmenté à 0,4 %, comparativement à 0,3 % en novembre. Cela est cohérent avec l'important gain du PIB réel chinois de 1,6 % (variation non annualisée) au dernier trimestre de 2024. Bien que la situation économique chinoise semble s'être améliorée, plusieurs défis pourraient freiner l'activité économique et l'inflation au début de l'année. L'enlèvement du marché immobilier chinois demeure d'actualité et la menace de tarifs douaniers par les États-Unis mine la confiance des entreprises et des consommateurs. L'inflation de janvier fera partie des rares indicateurs qui sont publiés durant les festivités du Nouvel An lunaire.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 3 au 7 février 2025

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 3</b>	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Déc.	0,2 %	0,3 %	0,0 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Janv.	49,3	50,6	49,2
	12:30	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Janv.	16 200 000	15 600 000	16 800 000
<b>MARDI 4</b>	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Déc.	0,5 %	-1,0 %	-0,4 %
	11:00	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
	19:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
<b>MERCREDI 5</b>	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Déc.	-80,4	-97,9	-78,2
	9:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	10:00	Indice ISM services	Janv.	54,5	53,8	54,0
	13:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
	15:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	19:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, P. Jefferson				
<b>JEUDI 6</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	27-31 janv.	nd	213 000	207 000
	8:30	Productivité non agricole – préliminaire (taux ann.)	T4	1,9 %	0,8 %	2,2 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – préliminaire (taux ann.)	T4	3,4 %	2,6 %	0,8 %
<b>VENDREDI 7</b>	8:30	Création d'emplois non agricoles	Janv.	150 000	155 000	256 000
	8:30	Taux de chômage	Janv.	4,1 %	4,1 %	4,1 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Janv.	34,3	34,3	34,3
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Janv.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	9:25	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Févr.	nd	70,5	71,1
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Déc.	nd	-0,5 %	-0,5 %
	12:00	Discours d'une gouverneure de la Réserve fédérale, A. Kugler				
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Déc.	12,500	22,000	-7,489
	<b>CANADA</b>					
<b>LUNDI 3</b>	---	---				
<b>MARDI 4</b>	---	---				
<b>MERCREDI 5</b>	8:30	Balance commerciale (G\$)	Déc.	0,23	3,30	-0,32
<b>JEUDI 6</b>	---	---				
<b>VENDREDI 7</b>	8:30	Création d'emplois	Janv.	22 900	35 000	90 900
	8:30	Taux de chômage	Janv.	6,8 %	6,7 %	6,7 %

**Note :** Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.



# Indicateurs économiques

## Semaine du 3 au 7 février 2025

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
<b>OUTRE-MER</b>								
<b>DIMANCHE 2</b>								
Japon	19:30	Indice PMI manufacturier – final	Janv.	nd		48,8		
<b>LUNDI 3</b>								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Janv.	47,0		46,2		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Janv.	45,3		45,3		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Janv.	44,1		44,1		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Janv.	46,1		46,1		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Janv.	48,2		48,2		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Janv.	-0,4 %	2,4 %	0,4 %	2,4 %	
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Janv.	0,4 %	1,4 %	0,1 %	1,3 %	
<b>MARDI 4</b>								
Japon	19:30	Indice PMI composite – final	Janv.	nd		51,1		
Japon	19:30	Indice PMI services – final	Janv.	nd		52,7		
<b>MERCREDI 5</b>								
France	2:45	Production industrielle	Déc.	-0,1 %	-1,1 %	0,2 %	-1,1 %	
Italie	3:45	Indice PMI composite	Janv.	49,7		49,7		
Italie	3:45	Indice PMI services	Janv.	50,5		50,7		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Janv.	48,3		48,3		
France	3:50	Indice PMI services – final	Janv.	48,9		48,9		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Janv.	50,1		50,1		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Janv.	52,5		52,5		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Janv.	50,2		50,2		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Janv.	51,4		51,4		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Janv.	50,9		50,9		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Janv.	51,2		51,2		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Déc.	0,5 %	-0,1 %	1,6 %	-1,2 %	
<b>JEUDI 6</b>								
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Déc.	2,3 %	-10,5 %	-5,4 %	-1,7 %	
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Déc.	-0,1 %	1,9 %	0,1 %	1,2 %	
Royaume-Uni	7:00	Réunion de la Banque d'Angleterre	Févr.	4,50 %		4,75 %		
Mexique	14:00	Réunion de la Banque du Mexique	Févr.	9,50 %		10,00 %		
Inde	23:30	Réunion de la Banque de réserve d'Inde	Févr.	6,25 %		6,50 %		
<b> VENDREDI 7</b>								
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Déc.	17,0		19,7		
Allemagne	2:00	Production industrielle	Déc.	-0,7 %	-2,1 %	1,5 %	-2,8 %	
France	2:45	Salaires – préliminaire	T4	0,3 %		0,4 %		
<b>SAMEDI 8</b>								
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Janv.		nd		0,1 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Janv.		nd		-2,3 %	

**NOTE :** Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).